

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : 11 janvier : les risques d'un contrechoc

1. Plusieurs indicateurs laissent apparaître le **risque d'un contrechoc dans l'opinion :**

- Depuis les attentats, les indicateurs de fierté, de confiance, d'image des institutions augmentent. Mais on voit aussi, dans **ce qui aurait pu bouger mais ne bouge pas**, où sont les points de raidissements. L'ampleur du rejet de l'immigration et de l'Islam en particulier reste le même avant et après les attentats : **aucun effet 11 janvier ne se voit sur les fractures identitaires les plus dangereuses**¹.
- **Le risque de durcissement concerne aussi l'ouverture au monde : la volonté de se protéger** (vs. s'ouvrir) **grimpe**. Au réflexe économique (se protéger des dangers de la mondialisation) qui commençait à s'estomper, est venu s'ajouter un second, sécuritaire (se protéger des menaces extérieures). Les deux se nourrissent, créant l'image d'un monde plus que jamais nocif et dangereux face auquel il faudrait se recroqueviller.
- Electoralement, « l'effet Charlie » a sans doute pu jouer sur la mobilisation de notre électorat (de combien ?). Mais **le FN a aussi gardé intacte sa capacité de mobilisation, voire l'a renforcée** (la progression entre les deux tours dans le Doubs est la même que dans la moyenne des duels PS/FN, mais le FN part 10 points plus haut). Malgré la mauvaise gestion de la crise par M. Le Pen, son analyse pourrait en sortir confortée et son socle électoral consolidé (si ce n'est élargi).

2. Pourquoi le sursaut d'unité et de commun n'a-t-il pas davantage fait bouger les lignes ? Il a certes touché bien au-delà des manifestants du 11 janvier (dont on sait que leur sociologie n'est pas celle de la France). Mais il s'est très peu fait autour de valeurs qui créent du lien (la République, la laïcité, l'égalité, la citoyenneté).

Ses ressorts ont plutôt été la défense instinctive de la liberté d'expression et de la démocratie (dont on profite pour soi) ; le réflexe d'unité, non parce que ceux que l'on jugeaient « moins français » étaient soudain devenus désirables, mais par crainte que des tensions ne dégénèrent en « guerre civile » (le mot revenait très souvent) qui aurait ruiné l'avenir de chacun ; par volonté de répondre aux terroristes contre la peur ; pour manier des symboles (drapeau, Marseillaise etc.).

Rien de tout cela n'était « incluant », ni ne permet de fonder une identité partagée ; rien donc n'est incompatible avec la poursuite, voire l'aggravation, du malaise identitaire et du ressentiment envers certains concitoyens.

¹ Certains résultats deviennent même particulièrement alarmants : 40% des Français pensent ainsi que les enfants nés en France de parents immigrés ne sont pas vraiment français... (baromètre Cevipof, à paraître)

3. **Centrer dès les premiers jours le discours sur l'unité, les valeurs de la République** (dont l'égalité) **et les outils de la citoyenneté** (service civique, école, mais aussi rôle des parents) **a certainement permis d'éviter que le débat ne s'enflamme**. Au moment où les Français ont eu peur (« va-t-on vers le chaos inéluctable ? »), cela a montré qu'il y avait une autre façon de réagir que d'exclure simplement ceux qui étaient vus comme « moins français ».

Mais rien n'est guéri et les inflammations pourraient revenir. **Continuer à mettre en avant, nourrir, renouveler, prolonger** l'exigence de formation des citoyens et de transmission des valeurs républicaines paraît **essentiel pour ne pas laisser, à nouveau, le champ libre au réflexe de fragmentation de la communauté nationale et d'exclusion** - qui risque de nous sauter à la figure dès que nous relâcherions la pression.

4. Pour continuer à développer utilement ce discours, il sera sans doute nécessaire de **le lier au discours économique**. Traiter les deux sujets de façons disjointe serait bancal (la citoyenneté les jours pairs, l'économie les jours impairs...) et surtout inefficace face au discours de M. Le Pen, dont la force tient précisément à l'imbrication étroite de l'économie et de l'identité (elle a « packagée » l'économie dans l'immigration, et inversement, donnant à son discours l'apparence d'une grande cohérence).

Parmi les thèmes à creuser, « **l'égalité** » pourrait constituer l'une de ces articulations entre économie et valeurs (égalité républicaine - fondement de la citoyenneté - contre la fragmentation ; égalité des opportunités économiques - réformisme et efficacité - contre les conservatismes). Elle peut, plus largement, fonder un contre-récit cohérent (l'égalité reste le meilleur antidote au discours identitaire) et sans doute résonner suffisamment à gauche pour maintenir la remobilisation de notre électorat.

Adrien ABECASSIS